

MYSTIFYING MYTHS
Facts and Fiction about the General Conference's Compliance Document
by Pastor Mark Finley

Si un mythe est répété assez souvent et suffisamment fort, beaucoup de gens l'accepteront comme une réalité. Pendant des siècles, les gens ont cru que la terre était plate et que le soleil tournait autour de la terre. Même des scientifiques et des érudits réputés du jour ont enseigné et répété le mythe. Un mythe est un mythe, peu importe la force avec laquelle il est partagé et peu importe qui le crie.

Les médias sociaux véhiculent des mythes sur le document intitulé «Respect et pratique de la session de la Conférence générale et des actions du Comité exécutif de la Conférence générale», récemment voté lors du Conseil annuel de 2018.

Certains disent que la Conférence générale souhaite contrôler ce qui se passe même au niveau de l'église locale et que personne n'est à l'abri de ses tentacules de contrôle. Le document a été appelé «papal», «anti-protestant» et «non biblique».

Examinons sept mythes et les faits du document.

Mythe n ° 1: le document est un dépassement par la Conférence générale pour centraliser le pouvoir.

Fait n ° 1: le document indique en fait que «la planification et l'assurance de la conformité doivent d'abord être confiées à l'entité la plus proche du dossier» (p. 1, ligne 25).

L'objectif du document est de permettre à *l'entité la plus proche de la question de non-conformité* de traiter la question. Plutôt que de centraliser le pouvoir, cela encourage le contraire. Il demande instamment que toutes les questions de non-conformité aux politiques soient résolues *au niveau local*. Si cela n'est pas possible, le niveau hiérarchique supérieur suivant peut être impliqué. Par exemple, si une conférence locale est confrontée à un problème de non-conformité qu'elle ne peut ou ne veut pas résoudre, la conférence / mission de l'Union peut être impliquée dans la recherche d'une solution. Cela est vrai pour chaque niveau d'organisation de l'église.

En cas de non-respect d'une action votée par une session de la Conférence générale ou par le comité exécutif, le comité exécutif de la CG peut être impliqué.

Mythe n ° 2: le document utilise une méthode de contrainte non biblique.

Fait n ° 2: le document fait exactement le contraire. Voici ce que dit le document: «Les administrateurs qui gèrent toute question de non-respect doivent appliquer le principe chrétien, qui comprendra beaucoup de prière et de dialogue» (p. 2, ligne 35).

Le document est conçu pour être rédempteur, pas punitif. Il prévoit un processus de dialogue, de prière et de conseil pour déterminer la meilleure façon de résoudre le problème du non-respect. Il suit le modèle biblique de réconciliation et de résolution décrit dans Matthieu 18.

Mythe n ° 3: le document est une approche autoritaire lourde de la résolution de problèmes.

Fait n ° 3: le document prévoit la tolérance. Il laisse un délai de 60 jours aux administrateurs de l'entité perçue comme non conforme à la loi de poursuivre le dialogue et proposer des solutions à la situation difficile (p. 2, ligne 14).

Les dispositions de procédure régulière dans le document encouragent la discussion et la réflexion dans la prière sur la façon de résoudre les problèmes de non-conformité. Plutôt qu'un mandat dictatorial lourd, le document assure un processus de collaboration et cherche à trouver des solutions aux problèmes de non-conformité.

Les "avertissements" et "réprimandes" proposés sont conçus pour permettre aux entités de réfléchir au sérieux de la non-conformité des actions votées de l'église mondiale et pour les encourager à revenir en harmonie avec l'église mondiale. Tout avertissement, réprimande ou autre conséquence doit être voté par le Comité exécutif de la Conférence générale avec une représentation mondiale.

Mythe no 4: Le vote final de l'autorité concernant les conséquences repose à Silver Spring, Maryland, auprès du comité administratif de la CG.

Fait n ° 4: le document indique clairement: «Si, après que l'organisation la plus proche de la question ait été incapable de résoudre un problème de conformité et que le Comité de contrôle de la conformité de la Conférence générale ait recommandé des conséquences, *seul le Comité exécutif de la Conférence générale et / ou la Conférence générale en session est habilité à mettre en œuvre la recommandation* (p. 3, lignes 27-30).

Mythe n ° 5: Ce document change la culture de l'Eglise adventiste du septième jour et inhibe la liberté de conscience.

Fait n ° 5: Ce qui changera la culture de l'Église adventiste du septième jour, c'est si les votes de la Conférence générale en session et aussi son comité exécutif ne sont pas respectés. Si chaque entité de l'église locale aux conférences locales, les unions et les divisions ne respectent pas les décisions de l'église constitutive, l'église sera conduite dans le chaos organisationnel, la fragmentation, la désunion et le congrégationalisme.

La question qui se pose à l'église est de savoir si elle souhaite rester en tant qu'organe mondial uni, valorisant les décisions collectives de la Conférence générale et son comité exécutif en session, ou si elle deviendra un organe faiblement connecté d'entités organisationnelles.

Mythe n ° 6: La Conférence générale n'a aucune entité pour superviser ses activités et ses actions.

Fait n ° 6: La Conférence générale est responsable devant le Comité exécutif de la CG. C'est pourquoi des rapports sont régulièrement présentés lors de la réunion de printemps et du conseil annuel. Pour ajouter, la Conférence générale est régulièrement audité financièrement par Maner & Costerisan, un cabinet d'audit indépendant et réputé.

Lors de la réunion du Printemps 2018, les représentants de Maner & Costerisan ont indiqué que la Conférence générale était en conformité avec la politique de travail de la CG concernant les questions financières.

Également lors de la réunion du printemps 2018, dans le cadre des rapports financiers, le département des Finances de la CG a présenté le rapport « Responsabilité de l'utilisation de la dîme ».

Ceci, avec le rapport de Maner & Costerisan, peut être lu dans le bulletin d'information du Comité exécutif de la CG de mai 2018.

Mythe n ° 7: le document n'est pas biblique. Elle place la politique au-dessus des Écritures et donc elle est contraire à la Réforme protestante en ce qu'elle viole la liberté de conscience.

Fait n ° 7: L'organisation de l'église est un principe fondamental de l'enseignement du Nouveau Testament. L'église est unie par le Saint-Esprit à travers un engagement commun envers le Christ, une croyance partagée dans les enseignements bibliques, une passion pour la mission et une organisation ecclésiale mondiale. Si l'un de ceux-ci est subjugué, toute l'église est en danger.

La politique de l'église ne dicte ni ne remplace jamais la conscience de l'individu. Chaque croyant est libre de suivre les consignes de sa conscience. Il y aura des moments où les gens honnêtes voient les choses différemment. Les politiques sont des accords sur

la manière dont l'église fonctionnera. Ils déterminent le fonctionnement d'une famille internationale et mondiale.

Voici le point. Les politiques ne dictent pas ce que nous croyons mais elles devraient régir les actions des dirigeants d'église. Les dirigeants d'église ont la responsabilité éthique de respecter les décisions prises conjointement par les représentants de l'église mondiale lors d'une session de la Conférence générale.

Les politiques ne sont pas des enseignements bibliques immuables et ne doivent jamais être au-dessus de la vérité biblique. Ce sont des principes de fonctionnement que les délégués à une session de la Conférence générale ou à un comité exécutif peuvent changer et ont parfois changés. Si des modifications sont apportées aux politiques adoptées par la Conférence générale en session ou aux décisions du Comité exécutif, elles doivent être effectuées par le même organe où elle a été votée.

Là où la bataille n'est pas

Les mythes ne nous servent jamais bien. Ils nous conduisent à avoir peur dans un monde d'illusion. Pire encore, ils nous dissuadent de la mission de l'Église de vivre et de prêcher l'Évangile afin de remplir la mission du Christ.

Croire aux mythes nous amène à nous battre là où la bataille n'est pas au lieu de concentrer nos énergies spirituelles et notre attention sur les personnes perdues pour préparer des hommes et des femmes pour le retour de notre Seigneur.

Que le Christ vivant remplisse ainsi nos cœurs et guide notre pensée pour que nous nous concentrons sur ce qui compte vraiment: les âmes sauvées éternellement pour Son royaume.

Pasteur Mark Finley est un évangéliste bien connu, un auteur et un vice-président à la retraite de la Conférence générale de l'Église adventiste du septième jour.

Citation: «Les politiques ne dictent pas ce que nous croyons mais elles devraient régir les actions des dirigeants d'église. Les responsables d'église ont la responsabilité éthique de respecter les décisions prises conjointement par les représentants de l'église mondiale. »